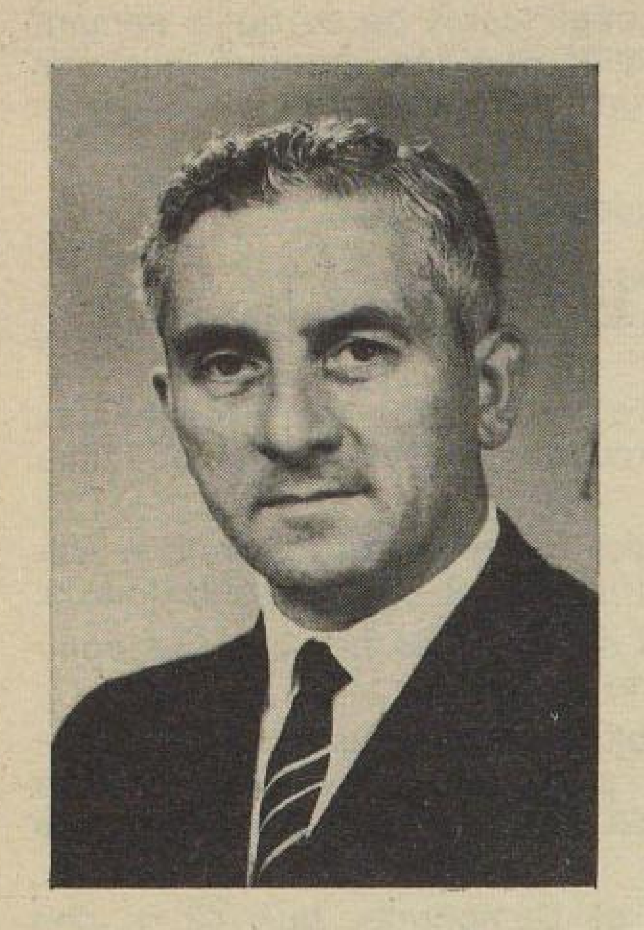


Elections Législative du 23 Juin 1968

(7me Circonscription)

Pierre OUDOT

50 ans - Administrateur

Maire-Adjoint de Bourgoin-Jallieu

Membre du Comité d'Expansion Economique du Bas-Dauphiné

A toutes les Républicaines, à tous les Républicains,

A l'issue des précédentes Elections Législatives de mars 1967, nous estimions, en tenant compte du mécontentement général qui s'amplifiait, que la nouvelle Chambre n'irait pas au terme de son mandat.

Les événements de Mai 1968 nous ont donné raison et ont dépassé en ampleur et en conséquences toutes les prévisions.

La flambée étudiante, traduisant la profonde crise de l'Université, a mis en mouvement, près de 10 millions de travailleurs, dont le calme et la dignité ont fait l'admiration de tous, tout en restant strictement dans le cadre des revendications syndicales.

Devant l'impuissance et l'affolement de son gouvernement, le Président de la République a, dans son premier discours du vendredi 24 mai, DESAVOUÉ TOUTE L'ACTIVITÉ DU REGIME GAULLISTE EN RECONNAISSANT LA LEGITIMITÉ DE L'ENSEMBLE DES REVENDICATIONS QUE 10 ANS DE POUVOIR N'AVAIT NI SU PREVOIR, NI SU RESOUDRE.

Le projet de referendum ayant été dépassé par l'énorme pression de la grève et celle-ci se maintenant, malgré le protocole d'accords entre les syndicats, gouvernement et patronat des 25 et 26 mai 1968 (accords de Grenelle), la situation politique s'est brusquement aggravée les mardi et mercredi 28 et 29 mai.

Il y eut effectivement, pendant ces deux journées, une carence totale, une véritable démission du pouvoir, reconnue et stigmatisée par l'ensemble de l'opposition, allant du Centre Démocrate aux Communistes.

Ces partis ayant demandé la démission officielle du gouvernement de M. Pompidou, le Président de la République, avec l'appui de Chefs militaires, s'est jeté dans la bataille par son discours du jeudi 30 mai.

Ce discours, violent dans le ton et dans les termes, n'avait d'autre but que d'affoler le pays, en brandissant la menace du chaos, de la guerre civile, de la répression, alors que le pays était l'exemple même du calme et de la dignité.

Et ce que n'avait pu obtenir l'opposition et la motion de censure, les travailleurs l'ont obtenu : dissolution de l'Assemblée législative, démission et replatrage du gouvernement, annulation et report du referendum, promesses de profondes réformes de structures dans tous les domaines.

Quelles sont les perspectives actuelles au moment où le peuple de France va devoir se prononcer ?

Le monde du travail et l'Université ont obtenu une partie non négligeable de ce qu'ils demandaient et la reprise du travail est presque totale. Mais il est significatif que les derniers bastions de résistance auront été la métallurgie, l'O.R.T.F. et l'Education Nationale, c'est-à-dire les secteurs dans lesquels les réformes essentielles portaient sur les structures.

A présent, tous les Français, sans exception, se posent la question :

QUI VA PAYER LA NOTE ?

Si le pays, abusé par le galvaudage gaulliste du drapeau tricolore et du mot République, avait la faiblesse de remettre en selle une majorité gaulliste, soyez persuadé que la même politique financière, économique et sociale serait poursuivie et accentuée.

Ce serait, une fois de plus, l'ensemble des couches laborieuses qui en ferait les frais, à travers la **hausse des prix déjà commencée,** la dévaluation de fait et les impôts et charges plus lourds.

Ce serait, une fois de plus, les agriculteurs, les ouvriers, les salariés, les artisans, les commerçants, les retraités, les professions libérales, la petite et moyenne entreprise.

C'est à vous tous que je fais appel, Républicaines et Républicains d'opposition et démocrates sincères, pour qu'une autre majorité, **CELLE DU PAYS REEL,** porte au pouvoir une autre majorité, avec un autre gouvernement chargé de vous défendre et de **promouvoir l'ensemble des mesures sévères et indispensables,** pour faire face à la situation.

Représentant la grande Fédération de la Gauche Socialiste et Démocrate, que 49 % des Français ont suivi lors des dernières élections présidentielles, je m'engage, avec mon groupe, à défendre le programme permettant de faire face aux difficultés :

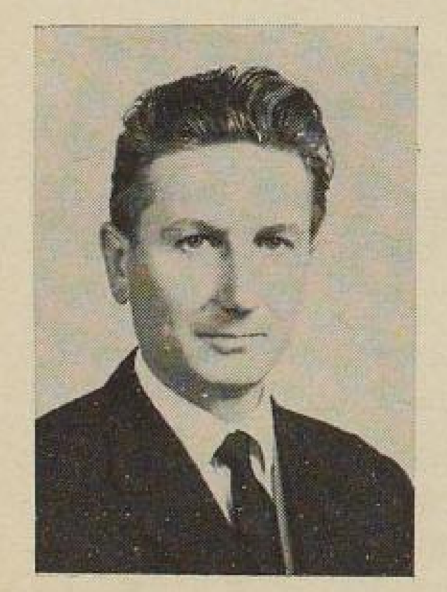
— Réduction massive des dépenses improductives ;
— Abandon d'une politique de grandeur ;
— Refonte de la fiscalité ;
— Stimulation des marchés intérieurs agricoles et industriels ;
— Investissements productifs pour faire face au Marché Commun ;
— Accélération des programmes de logements ;
— Construction de l'Europe, etc...

Je m'engage également à maintenir des contacts étroits et fréquents avec tous les Maires, Conseillers Généraux, Présidents de syndicats divers et de sociétés, pour connaître leurs problèmes, les aider à les résoudre et vivre ainsi avec eux, intimement mêlé à la vie économique, sociale, culturelle de notre arrondissement.

Cela me semble plus efficace que les cartes de vœux à l'occasion de mariages, de naissances ou de regrets lors de décès.

Seul un gouvernement et une majorité démocratique, avec l'appui de toute la Gauche, peut rendre au pays le pouvoir d'achat, la prospérité et le plein emploi, dans la liberté, le progrès, le respect de l'intégrité et de la dignité de l'homme, ce grand oublié dans notre société.

Votez et faites voter **FGDS**



Candidat : Pierre OUDOT

Suppléant **Marcel JARGOT**

44 ans - Cultivateur - Conseiller Municipal de Pont-de-Beauvoisin
Président de la Maison de Jeunes et de la Culture de Pont-de-Beauvoisin
Syndicaliste Agricole - Président du Centre d'Information Agricole des Planteurs de Tabac (C.I.A.P.)

Imp. FOUQUET-SIMONET, Bourgoin-Jallieu